



Assemblée des États Parties

Distr. : générale
28 octobre 2010

FRANÇAIS
Original : anglais

Neuvième session

New York, 6-10 décembre 2010

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. Le 19 janvier 2010, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la neuvième session de l'Assemblée, qui doit se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 6 au 10 décembre 2010. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances courrait du 7 juin au 30 août 2010.
2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.
3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.
4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :
 - a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
 - b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
 - c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
 - d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ;
 - e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.
5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2011 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après :
 - a) États d'Afrique, un siège ;
 - b) États d'Europe orientale, un siège ;
 - c) États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ;
 - d) États d'Europe occidentale et autres États, trois sièges.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À la date d'expiration de la période de présentation des candidatures, le 30 août 2010, sept candidatures avaient été reçues.

10. Les sept candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (une), du Groupe des États d'Europe orientale (deux), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), et du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (trois).

11. Par une communication du 11 octobre 2010, l'Ambassade de la République tchèque aux Pays-Bas annonçait le retrait de la candidature of Mme Eva Anderová.

12. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

[Originaux : anglais/espagnol/français]

Tables des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. Banyanka, David (Burundi)	4
2. Fernández Opazo, Carolina María (Mexique)	7
3. Finkelstein, Gilles (France)	10
4. Lemmik, Juhani (Estonie)	13
5. Saupe, Gerd (Allemagne)	17
6. Sessi, Ugo (Italie)	20

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Banyanka, David (Burundi)

[Original : français]

Note verbale

La Mission permanente de la République du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement de la République du Burundi a décidé de présenter la candidature de M. David Banyanka pour réélection en tant que membre du Comité du budget et des finances, lors de l'élection des six membres du Comité, qui aura lieu au cours de la neuvième session de l'Assemblée des États Parties prévue du 6 au 10 décembre 2010 au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

[...]

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom : Banyanka
Prénom : David
Nationalité : Burundaise

Éducation

2005 :

Diplôme de l'IDI (Initiative de développement de l'INTOSAI : Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques) en matière de conception, d'élaboration de cours de formation.

2000 – 2001 :

Université de Yaoundé II : Programme en gestion de la politique économique (GPE) dans la faculté des Science économiques et de gestion : Diplôme de troisième cycle : Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en gestion et politique économique (Bac +5).

1991 – 1993 :

Université du Burundi : Faculté des sciences économiques et administratives, Diplôme de licence en sciences économiques (Bac +4) ; Option : Gestion.

1988 – 1991 :

Université du Burundi : Faculté des sciences économiques et administratives, Diplôme des candidatures en économie.

1987 – 1988 :

Université du Burundi : Faculté des sciences agronomiques.

Expérience professionnelle

Juin 1996 - septembre 2006 :

Inspecteur des Finances ; j'étais chargé du contrôle de l'exécution budgétaire dans les administrations publiques, du contrôle dans le fonctionnement des administrations

personnalisées et des projets de développement ainsi que partout où les intérêts de l'État sont en jeu. Je vérifiais la régularité, la légalité et la conformité des dépenses et recettes de ces Administrations publiques et parapubliques.

J'étais aussi chargé de la Formation à l'Inspection générale des finances.

Depuis septembre 2006 :

Inspecteur de l'État : je suis chargé de la même question, seulement nous intégrons l'audit de performance.

Juillet, octobre et novembre 2007 :

J'étais Inspecteur général de l'Etat intérimaire. J'étais chargé de la coordination des travaux de 71 Inspecteurs de l'Etat que j'encadrais. Je devais superviser, encadrer les missions de vérification et lire tous les rapports de contrôle de gestion, de contrôle financier, de légalité et régularité dans les différents services publics contrôlés.

Décembre 1994 - juin 1996 :

Conseiller à la Direction générale du développement urbain et de la coordination des équipements immobiliers au Ministère des travaux publics.

Autres domaines de compétences

Expérience en formation académique :

J'ai été enseignant à temps partiel à l'Université Lumière de Bujumbura de 2005 à 2008 ;

Je suis enseignant à temps partiel à l'Université Martin Luther King depuis 1998 ;

De 1996 à 2008, j'étais enseignant à temps partiel à l'Université du Burundi (à l'Institut supérieur de commerce).

De 2006 à 2008 j'étais enseignant à temps partiel à l'Université des Grands Lacs.

Audit Interne et audit de performance :

Aux mois de mai et juin 2005, j'ai participé dans l'élaboration d'un cours sur l'audit de performance qui a eu lieu à Cotonou, Bénin ;

Au mois d'août, à la suite de cet atelier de Cotonou, j'ai élaboré un cours sur l'évaluation du Système de contrôle interne ; et

Aux mois de janvier et février 2006 : j'ai participé à un atelier de validation d'un cours sur l'audit de performance, tenu à Sousse, Tunisie.

Avril 2006 :

J'ai co-animé un atelier sur l'audit de performance pour un groupe de 30 participants venant de plus de 12 pays différents, tenu à Yaoundé, Cameroun.

Novembre 2008 :

J'ai participé à un atelier de validation d'un cours sur les techniques de formation et d'élaboration de cours, tenu à Niamey, Niger.

Janvier à mars 2009 :

J'ai co-animé un atelier de formation des formateurs des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques de l'Afrique francophone subsaharienne, tenu à Sousse, Tunisie.

27 novembre - 8 décembre 2006 :

J'ai co-animé un atelier sur l'Audit de performance de la gestion de la dette publique, organisé conjointement par le Pôle-Dette et le Conseil régional de formation des

institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone (CREFIAP) à l'intention des vérificateurs des pays de la communauté de l'Afrique francophone de l'Ouest et du Centre, tenu à Lomé, Togo.

Stages à l'étranger :

Au mois de mai - juillet 2001 : j'ai effectué un stage à l'Université de Liège en Belgique, avec une spécialisation dans le contrôle de la gestion ;

En 2004 : j'ai participé à un atelier sur l'évaluation des compétences des participants tenu à Libreville, Gabon.

Publications

Août 2001 :

Présentation d'un document pour l'obtention du DESS intitulé « Problématique de contrôle de gestion dans un service public ».

Mars 1994 :

Présentation du mémoire de fin d'études universitaires intitulés « La formation et les ressources humaines dans les PME de Bujumbura ».

1993 :

Présentation d'un document sur la mise à jour d'un système d'information de gestion pour cinq entreprises publiques :

- La Banque de Crédit Burundi (BCB)
- L'Institut national de la sécurité sociale (INSS)
- La Mutuelle de la fonction publique
- La Ferme de Randa
- La Régie militaire de construction.

En mars de chaque année, de 1997 à 2000 :

Présentation du rapport du Commissaire aux comptes de la banque nationale pour le développement économique (BNDE).

2001 à 2008 :

Présentation des rapports du Commissaire aux comptes de l'Hôpital militaire de Kamenge, du Bureau des projets d'éducation et du fonds de développement communal.

Août 2005 :

Présentation d'un cours sur l'évaluation du système de contrôle interne à la suite de l'Atelier de Cotonou sur l'audit de performance ; ce qui a sanctionné après la formation, le diplôme de l'IDI (Initiative de développement) de l'Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

Autres activités

Actuellement Commissaire aux comptes du Conseil régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone (CREFIAP), qui a son siège au Cameroun ;

Depuis 2008 : Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (La Haye) ;

Membre fondateur de l'Université Martin Luther King de Bujumbura.

2. Fernández Opazo, Carolina María (Mexique)

[Original : espagnol]

Note verbale

L'Ambassade du Mexique présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/9/S/CBF/10 du 20 mai 2010, a l'honneur d'informer les États Parties que le Gouvernement mexicain a décidé de présenter la candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo pour un nouveau mandat, allant de 2011 à 2014, de membre du Comité du budget et des finances (CBF), lors des élections devant se tenir à la neuvième session de l'Assemblée des États Parties, qui aura lieu du 6 au 10 décembre 2010 au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

En présentant la candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo, le Gouvernement mexicain entend montrer qu'il souhaite continuer de veiller à l'affermissement des procédures budgétaires de la Cour, à la stabilisation de ses budgets et à la promotion d'une gestion efficace de ses ressources afin de permettre à la Cour de s'acquitter de son mandat conformément à ses objectifs stratégiques prioritaires. Le Mexique est convaincu que, comme ce fut le cas au cours du mandat que Mme Fernández Opazo exerce actuellement, l'active participation de celle-ci aux travaux du Comité contribuera à faire en sorte que la Cour soit dotée des moyens dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat conformément aux dispositions du Statut de Rome et puisse devenir une institution judiciaire solide et efficace, sur les plans aussi bien financier que matériel, grâce à des procédures budgétaires à la fois transparentes et stables.

À travers la candidature de Mme Carolina María Fernández Opazo à un nouveau mandat de membre du Comité, le Gouvernement mexicain veut faire valoir non seulement son attachement à la cause de la Cour mais aussi montrer que, à ce jour, le Mexique vient au septième rang des États contributeurs au budget de la Cour et, de toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, est le pays qui verse les contributions les plus importantes à cette institution. Il se juge donc fondé à souhaiter être représenté au sein de cet organe.

Eu égard aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 et du paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'Ambassade du Mexique souhaite mettre en exergue la vaste expérience de la candidate au plan multilatéral, spécialement en matière financière et budgétaire, comme en fait état la notice biographique qui est jointe en anglais et en espagnol à la présente note. Mme Fernández Opazo remplit toutes les conditions requises pour devenir membre du Comité et possède les connaissances nécessaires pour apporter une contribution pertinente à ses importants travaux. Elle a une expérience reconnue dans des domaines comme les barèmes des quotes-parts, la gestion financière, les budgets et les programmes. La participation actuelle de Mme Fernández Opazo aux travaux du Comité a montré la motivation, l'expérience et le niveau élevé de compétence de la candidate. En outre, elle a concouru à assurer un équilibre approprié entre les sexes au sein du Comité ainsi que la représentation des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui est de toutes les régions celle qui est la plus fortement représentée à la Cour.

Le Gouvernement mexicain est convaincu, que grâce à ses connaissances, à sa réputation et à l'expérience qu'elle a acquise des questions financières internationales, Mme Fernández Opazo contribuera de façon positive à faire en sorte que cet important organe subsidiaire de l'Assemblée s'acquitte de son mandat.

[...]

Indication des qualifications

Mme Carolina María Fernández (Mexique) est titulaire d'une licence en relations internationales de l'Universidad de las Américas Puebla (Mexique).

Elle a également suivi des études d'administration à l'Universidad de las Américas, à Puebla, et d'économie à l'Universidad Católica Boliviana, à La Paz (Bolivie).

Expérience professionnelle

Mme Fernandez a occupé divers postes au Ministère des relations extérieures, tous dans le domaine multilatéral :

a) Directrice des affaires financières, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2007 à ce jour.

b) Directrice adjointe des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, octobre 2003 à octobre 2007.

c) Chef de service à la direction des affaires administratives et budgétaires, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, novembre 2000 à septembre 2003.

d) Conseillère du Directeur général pour les affaires du système des Nations Unies, janvier 2000 à octobre 2000.

e) Analyste chargée des candidatures et des affaires politiques, Division des affaires de l'Organisation des Nations Unies, avril à décembre 1999.

Principales activités

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (avril 2008 à ce jour).

Secrétaire technique pour l'évaluation de la participation du Mexique aux organisations internationales (décembre 2006 à mai 2007).

Négociatrice concernant le processus d'établissement du barème des quotes-parts à l'Assemblée générale des Nations Unies pour la période 2007-2009 (mars à décembre 2006).

Responsable de la mise en place du groupe spécialisé du ministère des relations extérieures du Mexique concernant le barème des quotes-parts aux organisations internationales (janvier 2006).

Membre de la délégation mexicaine lors du processus de négociation du budget de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2006 - 2007, 60^{ème} session de l'Assemblée générale (décembre 2005).

Membre de la délégation mexicaine lors de la négociation du budget des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale (mai 2005).

Membre de la délégation mexicaine à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (octobre à décembre 2004).

Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (octobre 2001 à décembre 2002).

Administratrice chargée de la candidature du Mexique au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (décembre 2000 à octobre 2001).

Congrès à l'Universidad de las Américas Puebla

Congrès national de la jeunesse sur la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance connexe. Organisatrice, juin 2001.

Atelier régional sur la coopération judiciaire en matière pénale dans la lutte contre la drogue et la criminalité organisée. Organisatrice, juin 2000.

Congrès national de la jeunesse sur l'Assemblée du Millénaire. Organisatrice, mai 2000.

Réunion régionale de haut niveau sur le thème « Vers un système financier international plus stable et plus prévisible : les liens sociaux ». Organisatrice, septembre 1999.

Compétences linguistiques

Mme Fernandez parle couramment l'espagnol et l'anglais et a des connaissances d'italien et de français.

3. Finkelstein, Gilles (France)

[Original : français]

Note verbale

L'Ambassade de France présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties et, se référant à sa note ICC-ASP/9/S/CBF/10, a l'honneur de l'informer que le gouvernement de la République française a décidé de présenter la candidature de M. Gilles Finkelstein, actuellement Premier conseiller à la chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes, à sa réélection au poste de membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour Pénale Internationale lors des élections qui se tiendront à New York, du 6 au 10 décembre 2010, à l'occasion de la neuvième session de l'Assemblée des Etats Parties.

Comme cette délégation l'avait indiqué à la Cour en 2007, lors de la présentation de ce candidat pour un premier mandat, la candidature de M. Finkelstein a été retenue pour cette élection conformément au paragraphe A de la résolution relative à la procédure de présentation des candidatures aux élections des membres du Comité du budget et des finances.

Ainsi que l'indique son curriculum vitae, M. Gilles Finkelstein remplit les qualités requises au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances.

Nommé à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes en 1999, il a été par ailleurs inspecteur principal des douanes, Conseiller hors classe et rapporteur à la Commission nationale de déontologie de la fonction publique d'Etat, substitut du Procureur de la République au Tribunal de grande instance de Poitiers et de Tours, puis Premier conseiller à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes. M. Finkelstein possède donc pleinement les compétences et l'expérience requises par les résolutions de l'Assemblée des Etats parties dans le domaine des finances et de la comptabilité, ainsi que l'expérience du procès pénal.

Plus particulièrement, M. Finkelstein pourra pleinement faire valoir lors d'un second mandat l'expérience qu'il a acquise depuis deux ans dans le cadre des travaux du Comité du budget et des finances de la Cour.

[...]

Indication des qualifications

Premier conseiller, Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes

Chevalier de la Légion d'Honneur

Activités professionnelles

Depuis avril 2008	Participation à l'ensemble des travaux et sessions du Comité du budget et des finances
3 décembre 2007	Election par l'Assemblée des Etats Parties au Traité de Rome.
	Membre du Comité du budget et des finances (CBF) Cour pénale internationale – Assemblée des Etats Parties
	Rapporteur à la formation inter juridictions – 6 ^{ème} chambre de la Cour des comptes – Rapport sur l'organisation des soins

1 ^{er} décembre 2005	Réintégration à ma demande à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes – Premier conseiller – Membre du groupe hospitalier cour des comptes/chambres régionales des comptes
1 ^{er} janvier 2003 au 30 novembre 2005	<i>Détachement judiciaire :</i> TGI de Tours (du 1 ^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003) - Substitut TGI de Poitiers (du 1 ^{er} juillet 2003 au 30 nov. 2005) – substitut du procureur de la République (parquet route, parquet civil, parquet stup., parquet militaire, avocat gal aux assises)
2002	Reclassement en qualité de Premier conseiller
1 ^{er} janvier 2001	Conseiller hors classe Rapporteur à la commission nationale de déontologie – Fonction publique d’Etat.
1 ^{er} sept. 1999	Nomination à la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes
2 sept. 1996 au 31 août 1999	Nomination en qualité de Conseiller de 1 ^{ère} classe – Chambre régionale des comptes du Nord – Pas de Calais
11 juillet 1996	Lauréat de la sélection au tour extérieur des conseillers de CRC – Premier des conseillers de 1 ^{ère} classe
1 ^{er} juillet 1995 au 31 août 1996	Chef de région d’enquête– Direction nat. Garantie et serv. Industriels – DGDDI – Poste à Rennes (19 départements) - 70 enquêteurs
1 ^{er} juillet 1993 au 30 juin 1995	Affectation comme chef divisionnaire au service Paris-Spécial – Missions de réorganisation des services sur les divisions de Laon (02), Strasbourg (67), Orly, Lorient (56) et Prades (66). Gestion des enquêtes
Février à juin 1993	Sélection à l’inspection principale des douanes – 5 ^{ème} de la sélection
Fin 1991 à février 1993	Chef du service des affaires juridiques – direction interrégionale des douanes de Nantes - Agent poursuivant des douanes
1 ^{er} sept. 1988 à décembre 1991	Inspecteur des douanes – Centre de Cholet – audit des sociétés, questions agricoles, délocalisations industrielles
1 ^{er} sept. 1985 au 31 août 1988	Inspecteur des douanes – dir. rég. De Roissy – chargé d’un service de contrôle des opérations commerciales internationales
1 ^{er} sept. 1984 au 31 août 1985	Ecole nationale des douanes – 37 ^{ème} promotion
1982 et 1983	Avoué stagiaire à la Cour – Etude de Me Gontier - Angers

Activités complémentaires d’enseignement

Cours de droit pénal général – Faculté de droit d’Angers (antenne Cholet) de 1990 à 1993 et Cours de droit commercial (antenne Cholet même période LEA II)

Conférences de droit pénal douanier à l’école des élèves avocats de Lille (1998 et 1999)

Conférences de droit pénal douanier et de droit pénal financier au CRFP Avocats de Lille (1998 et 1999)

Cours de droit des marchés publics et délégations de SP – IRA de Lille 1997/1999

Conférences de contentieux pénal des marchés et délégations de service public – Faculté de droit de Poitiers – Master II – années académiques 2001/2002 à 2009/2010

Cours de gestion financière et comptable de l'Etat et des collectivités territoriales – à destination des étudiants en Master 2 Droit et administrations publics – Faculté de droit de Poitiers – année académique 2009/2010

Articles, conférences et cours publiés

Droit douanier et politique agricole commune in Revue Dr. Rural 1991

L'audit douanier in Colloque de l'IRA de Nantes / les 20 ans de l'IRA

Cours de droit pénal général – photocopié Faculté de droit d'Angers

Eléments de contentieux pénal des marchés et délégations (en cours de publication)

La formation continue des agents de la fonction publique de l'Etat - Publication du Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics 2008 (travail collectif) – Cour des comptes

Marchés négociés et délit de favoritisme : les risques in Revue Contrats publics janv. 2009

Le délit de favoritisme : quel avenir ? in Revue Contrats publics février 2009

L'audit de performance – Rencontres Droit et Gestion Publique – Faculté de droit de Poitiers (9 fév. 2010)

Autres activités professionnelles

Rapporteur auprès de la formation inter juridictions (6ème chambre de la Cour des comptes) sur l'organisation des soins en France 2007-2009

Membre du groupe hospitalier à la Cour des comptes (2006/2009)

Rapporteur au comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics (2006)

Rapporteur à la Commission de déontologie de la fonction publique d'Etat (2001 à fin 2005)

Rapporteur à la Commission des comptes de campagne (2001)

Conseiller au Conseil des Prud'hommes de Cholet – collègue employeur – 1988 à 1992

Formation initiale

Maîtrise de droit privé (carrières judiciaires) Poitiers et IEJ de Poitiers

DEA de droit social – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes

Ancien élève de l'école nationale des douanes 37ème promotion.

4. Lemmik, Juhani (Estonie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République d'Estonie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/9/S/CBF/10 du 20 mai 2010, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement estonien a décidé de proposer à nouveau la candidature de M. Juhani Lemmik à l'élection des membres du Comité du budget et des finances (CBF) qui doit avoir lieu pendant la neuvième session de l'Assemblée des États parties, du 6 au 10 décembre 2010.

M. Lemmik est membre du Comité du budget et des finances depuis septembre 2006. Il possède une solide expérience de la gestion des finances publiques, des réformes et de la vérification de l'administration publique. Il travaille actuellement en qualité d'expert auprès du ministère des Finances de la Croatie sur un projet financé par l'Union européenne intitulé « Améliorer les processus budgétaires », dont l'objectif est d'appuyer les réformes en matière de budgétisation au rendement et d'améliorer les mécanismes de reddition de comptes. Il a occupé les postes de vérificateur principal des comptes à la Cour des comptes de l'Estonie, de chef adjoint du département du budget d'Etat au ministère des finances, et de directeur du cabinet de l'administration publique de l'Office de la Chancellerie d'Etat.

Selon M. Lemmik, la tâche principale du CBF sera, pour les années à venir, de trouver un équilibre entre le désir des États Parties de limiter la croissance du budget et les besoins financiers de la Cour, qui n'a pas encore atteint un niveau suffisant de développement. En conséquence, l'examen minutieux de nouvelles initiatives stratégiques et des efforts soutenus visant à accroître l'efficacité figureront à l'ordre du jour des prochaines années. Les travaux du Comité sont très techniques et l'expérience que le CBF a acquise au fil des ans lui permet de trouver le juste équilibre entre les besoins de la Cour et les nouvelles réalités budgétaires.

[...]

Indication des qualifications

Éducation

Établissement, Dates de fréquentation, Diplôme(s) obtenu(s) :

Université d'Europe centrale, 1998-1999,

Maîtrise en sciences politiques (spécialisation en économie politique)

Université de Tartu, 1993-1997,

Licence en administration publique (spécialisation en économie publique)

Compétences linguistiques

Langue	lue	parlé	écrite ¹
Estonien			Langue maternelle
Anglais	1	1	1
Russe	2	2	3
Finnois	1	2	2
Français	5	5	5

¹ Échelle de compétence de 1 à 5 (1 : excellent, 5 : élémentaire).

Affiliation à des associations professionnelles

Membre fondateur de l'Association des étudiants estoniens de l'administration publique

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (depuis 2006)

Expérience professionnelle

Expert clé en formation, employé par Human Dynamics (travaux effectués au sein du ministère croate des finances) en Croatie (juillet 2009 - novembre 2010)

Dans le cadre du projet « Amélioration des processus budgétaire », a conduit une évaluation des besoins de formation, a élaboré des programmes de formation et du matériel d'étude et a formé le personnel du ministère des finances et des ministères d'exécution. Co-auteur et éditeur du Guide des processus de planification et de budgétisation et auteur des Directives applicables au suivi et à l'établissement de rapports.

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (octobre 2006 - décembre 2008)

A géré le Département I de vérification, chargé de vérifier les comptes du ministère des finances, du ministère des affaires étrangères, de la Chancellerie d'État et de leurs organes ainsi que des institutions constitutionnelles (Présidence de la République, Chancellerie de la Justice, Chancellerie du Parlement, Cour suprême, Banque d'Estonie) ; vérification des états financiers et de la gestion. Chargé de l'organisation de la vérification de l'ensemble des comptes de l'État et de la publication du rapport sur les tendances, qui est un résumé analytique des résultats de tous les rapports de vérification, d'évaluation et de suivi concernant l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie, pour une période donnée (par exemple, perspectives financières 2004-2006).

Directeur de l'audit, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2006 – septembre 2006)

Vérificateur principal, Cour des comptes (Estonie) (janvier 2005 – décembre 2005)

A conduit puis géré de petites équipes chargées de vérifier la gestion des ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense. Chargé de vérifier l'optimisation des ressources dans les dépenses publiques (critères d'efficacité et d'efficacités). Chargé de faire aux ministres intéressés des propositions de réforme pour améliorer la gestion (en termes de législation, organisation du gouvernement, stratégies, financement, etc.). Membre de l'équipe interne chargée de superviser l'utilisation des fonds de l'Union européenne en Estonie.

Département du budget de l'État, Directeur adjoint, ministère des finances (Estonie) (janvier 2002 – septembre 2004)

A élaboré le système de planification stratégique du gouvernement central et l'a relié à la budgétisation. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé le décret sur la planification stratégique. A élaboré un cadre de dépenses à moyen terme, une planification stratégique intégrée, les processus de budgétisation et d'établissement des rapports et a mis en place un cadre permettant de mesurer les performances de tous les ministères. A élaboré un manuel de planification stratégique en collaboration avec des experts internationaux.

A élaboré et mis en œuvre des programmes de formation sur les réformes, à l'intention de tous les ministères et bureaux concernés. A coordonné l'élaboration de normes du service public pour toutes les institutions gouvernementales. A conseillé les institutions gouvernementales (en conformité avec les directives méthodologiques élaborées par le ministère des finances) pour la rédaction des chartes de service, la refonte des processus de prestation de services, la réorganisation de l'interface-client et des canaux de prestation de services, l'introduction d'une administration électronique et les modalités d'intégration de l'approche axée sur le client dans la gestion stratégique de l'organisation

par l'introduction de modèles de gestion, comme *Balanced Scorecard* et *Common Assessment Framework*.

A élaboré une politique de rémunération du secteur public et un système statistique permettant de comparer les traitements et salaires. Chef d'une équipe d'experts qui a rédigé une nouvelle convention des salaires applicable aux fonctionnaires de droit commun, pour la nouvelle loi sur la fonction publique. A représenté le ministère des finances dans les négociations salariales avec les syndicats.

Directeur de projet local du projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international

Directeur par intérim, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'Etat (Estonie) (novembre - décembre 2001)

A dirigé les travaux du Bureau dans l'objectif principal de préparer et de coordonner la mise en œuvre du programme gouvernemental de réforme de l'administration publique. A encadré les réformes en matière de budgétisation axée sur les résultats, la réforme des collectivités locales, l'analyse fonctionnelle des gouvernements locaux, la délégation de la fonction publique à des niveaux inférieurs de gouvernement, a élaboré des normes de service pour les grands services publics, des mécanismes de consultation des usagers, des normes de rendement destinées à améliorer l'efficacité de la prestation des services, a introduit les services à guichet unique et l'administration électronique.

Conseiller, Bureau de l'administration publique, Chancellerie d'État (Estonie) (novembre 1999 à octobre 2001)

A préparé le programme gouvernemental de réforme de l'administration et a coordonné sa mise en œuvre. A organisé des réunions bihebdomadaires entre le directeur du Bureau et le Premier ministre pour étudier des stratégies et des mesures de réforme. A assuré la communication avec les principaux partenaires (ministères des finances, de la justice et de l'intérieur) du programme de réforme et a supervisé les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. A apporté son soutien au comité gouvernemental sur la réforme de l'administration publique, composé des ministres clés, en examinant et en proposant des décisions importantes au Cabinet. Membre du Groupe de travail interministériel qui a mis en place le portail citoyen (www.eesti.ee), page web qui inventorie les besoins et les préférences des citoyens, notamment en matière de services publics, enregistre les réclamations et les réactions des usagers et fournit aux citoyens des informations sur les services publics.

A coordonné le projet « IPSPELL » financé par le ministère du développement international et une aide bilatérale de la Finlande.

Directeur de programme, Institut de l'administration publique (Estonie) (octobre 1997 – août 1998)

A refondu et compilé du matériel de formation destiné à un programme global d'amélioration des compétences des hauts fonctionnaires. Les modules portaient sur le droit, l'économie, les politiques publiques, l'informatique dans l'administration publique et dans la gestion. A enseigné des modules sur la société de l'information et a fait partie du groupe de travail de l'Institut sur la planification stratégique.

Élaboration d'une nouvelle stratégie de service à la clientèle comprenant la mise en place de mécanismes de retour d'information au moyen d'enquêtes et d'indicateurs de performance pour toutes les unités, des sondages et l'analyse des besoins de formation des organisations clientes (organismes publics faisant appel aux services de formation de l'Institut).

Missions professionnelles

Depuis l'automne 2006	Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale
Avril - novembre 2007	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme budgétaire.
Octobre - décembre 2006	Membre du groupe spécial du ministère des finances sur la réforme des biens immobiliers domaniaux.
2002-2004	Membre de la délégation gouvernementale (représentant le ministère des finances) chargée de négocier les traitements et les conditions de travail du secteur public avec les syndicats nationaux
2001-2003	Membre du Conseil consultatif de l'Institut de l'administration publique (Estonie).

5. Saupe, Gerd (Allemagne)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note du Secrétariat ICCASP/9/S/CBF/10 en date du 20 mai 2010, a l'honneur de l'informer que l'Allemagne a décidé de proposer à nouveau la candidature de M. Gerd Saupe lors de l'élection de membres du Comité du budget et des finances qui doit avoir lieu à la neuvième session de l'Assemblée des États Parties, qui se tiendra à New York du 6 au 10 décembre 2010.

La copie du curriculum vitae de M. Saupe est jointe à la présente note. Pendant toute sa carrière, M. Saupe a acquis une vaste expérience de la gestion et du financement des organisations internationales, tant au niveau européen que dans le contexte de l'Organisation des Nations Unies. Il a suivi à divers titres les questions relatives à l'administration et à la gouvernance de ces institutions et les politiques relatives aux ressources humaines, et il a été Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Une indication de la manière dont M. Saupe répond à l'exigence selon laquelle les candidats doivent être des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international est également jointe à la présente note.

[...]

Indication des qualifications

Activités professionnelles

Vaste expérience des affaires financières, monétaires et économiques internationales. Aptitudes démontrées à la négociation.

Spécialisation particulière dans la gestion budgétaire et la planification des politiques des organisations internationales, notamment du système de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union européenne.

Membre des Conseils d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque européenne d'investissement (BEI). Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la BERD. Membre du Comité du budget et des finances de la CPI.

Fonctions occupées

Depuis août 2006

Conseil en gestion et avocat (Rechtsanwalt), spécialisé dans le financement de projets internationaux.

Depuis avril 2008

Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

2003 – août 2006

Nommé Administrateur représentant l'Allemagne et membre du Conseil d'administration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. En qualité de membre du Conseil, les Administrateurs :

- Dirigeaient les opérations de la Banque, élaboraient les politiques et approuvaient les projets ; adoptaient le budget et les plans stratégiques, suivaient les performances et la gestion des risques ; et supervisaient la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines ;
- Participaient aux visites des membres du Conseil aux fins de consultations avec les pays d'Europe centrale et du sud-est de l'Europe où opérait la BERD ; avaient des réunions avec des ministres et les représentants d'organismes gouvernementaux, de dirigeants des milieux d'affaires et des représentants des milieux diplomatiques pour discuter de la façon dont la Banque pouvait au mieux appuyer les réformes économiques et promouvoir une croissance durable ;
- Assuraient la liaison avec les milieux d'affaires ; avaient des réunions avec des ONG pour passer en revue les politiques et projets de la Banque présentant pour elle un intérêt particulier.

2004 – août 2006

Élu Président du Comité des affaires budgétaires et administratives de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres. Le Comité a pour mission :

- D'aider le Conseil à orienter les ressources budgétaires, les ressources humaines et les moyens administratifs de la Banque vers la réalisation des priorités convenues ; de passer en revue le projet de budget et les plans stratégiques à la lumière des considérations d'efficacité et de maîtrise des coûts ; de fixer les objectifs de performances et d'en suivre la réalisation ;
- De suivre la mise en œuvre de la politique de gestion des ressources humaines, en accordant une importance particulière au recrutement et à la fidélisation, de personnel qualifié, au perfectionnement du personnel, à l'évaluation des performances et à l'égalité entre les sexes ; de passer en revue les politiques de rémunération et d'indemnité du personnel ; et d'examiner les questions liées à la santé, à la sûreté et à la sécurité des membres du personnel de la Banque ;
- De superviser la mise en œuvre des politiques concernant la gouvernance et l'éthique ; d'examiner en détail le Code de conduite afin de l'aligner sur les pratiques internationales optimales ; de moderniser la procédure de recours afin de renforcer la protection des membres du personnel conformément aux normes internationales pertinentes.

1995 - 2003

Nommé membre du Conseil d'administration de la Banque européenne d'investissement à Luxembourg. Les membres du Conseil étaient chargés :

- D'adopter les plans stratégiques annuels et à moyen terme, de fixer les objectifs en matière d'opérations et de résultats financiers, de superviser les résultats, d'examiner et d'approuver les projets et de superviser la mise en œuvre de la politique relative au suivi des performances et à la gestion des risques ;
- De rendre compte des résultats de la Banque aux commissions parlementaires nationales ;
- De répondre aux demandes de renseignements d'entreprises et d'ONG.

1993 – 2003

Directeur général adjoint, Ministère des finances de l'Allemagne. Responsable :

1995 – 2003 :

- Des questions liées aux budgets et aux politiques de l'Union européenne (UE) : participation aux processus budgétaires annuels et à l'établissement des perspectives financières à moyen terme ; participation aux négociations au niveau de l'UE ; présentation de la position du Ministère des finances aux départements

intéressés ; et présentation de la politique gouvernementale aux commissions parlementaires ;

- De la protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude et les irrégularités : coopération avec les services de la Commission européenne et des administrations nationales pour veiller à ce que des systèmes de contrôle efficaces soient mis en place, que les inspections requises soient menées et que les montant irrégulièrement payés soient recouverts sans tarder ;

- De la réglementation de l'UE concernant les aides de l'État et de la législation communautaire : participation à l'élaboration du cadre de contrôle des aides de l'État et au règlement de cas individuels ;

- Chef de l'équipe spéciale du Ministère des finances chargée des négociations commerciales multilatérales.

1995 – 1998 :

- Des budgets de l'Organisation des Nations Unies et des organismes du système des Nations Unies : priorités, processus budgétaires annuels et stratégies à moyen terme.

1993 – 1994 :

- De la gestion de la dette du gouvernement allemand : analyse des marchés financiers nationaux et internationaux, programmation des émissions d'obligations, mise au point d'instruments obligataires, gestion des liquidités.

1984 – 1993

Chef de service, Ministère des finances :

Économie internationale, politique monétaire, sommets mondiaux sur l'économie, Fonds monétaire international, Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économiques.

1971 – 1984

Administrateur au Ministère des finances et au Ministère de l'économie : économie internationale, marchés des capitaux, politique monétaire.

1968 – 1971

Chargé de cours de droit communautaire à l'Université de Cologne.

Éducation

1971 : Doctorat en droit communautaire, Université de Cologne.

1960 – 1967 : Études de droit aux Universités de Bonn et de Cologne, formation juridique pratique et examens d'État.

Langues

Parle couramment l'anglais.

Bonne connaissance du français.

Langue maternelle allemande.

6. Sessi, Ugo (Italie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et se réfère à sa note verbale du 20 mai 2010 relative à l'élection de six membres du Comité du budget et des finances (CBF) et à la décision prise le 17 janvier 2010 par le Bureau de l'Assemblée des États parties sur la période de nomination pour cette élection.

À cet égard, le Gouvernement italien, en tant que représentant d'un État Partie au Statut, a décidé de présenter la candidature de M. Ugo Sessi à un nouveau mandat au CBF, lors des élections devant se tenir à la neuvième session de l'Assemblée des États Parties au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 6 au 10 décembre 2010.

M. Ugo Sessi remplit toutes les conditions et réunit toutes les compétences et les qualifications requises par la résolution ICC-ASP/1/Res.4 relative à l'élection des membres du CBF, telle que modifiée ultérieurement par les résolutions de l'Assemblée et les décisions du Bureau pertinentes. En particulier, les compétences et l'expérience de M. Sessi sur les questions financières sont largement établies au niveau international et l'expiration de son premier mandat le 20 avril 2011 laisserait le CBF sans membre de nationalité italienne.

Cette candidature fait suite à la procédure établie par la résolution ICC-ASP/1/Res.5 et à la note verbale du 20 mai 2010 ; le curriculum vitae de M. Ugo Sessi est joint à la présente note en justification de ses qualifications et compétences.

[...]

Indication des qualifications

Diplômes et formation

Depuis 1993	Expert-comptable
1989-1990	Maîtrise en budget et finances - <i>Scuola Superiore dell' Economia e delle Finanze</i> , (dont un mois de stage pratique à l'Institut national de la recherche nucléaire)
1977-1978	Maîtrise en droit administratif - <i>Scuola superiore dell'Economia e delle Finanze</i>
1975	Diplôme en économie et finances - Université de Rome « La Sapienza »
1966	Diplôme d'études secondaires (spécialiste en comptabilité et commerce) - <i>Istituto tecnico commerciale L. Luzzatti</i> - (Rome)

Expérience professionnelle

4/2010 à ce jour	Directeur de l'administration de l'Agence spatiale italienne (ASI)
2007 - 3/2010	Directeur général au ministère de la culture (Conseiller financier et budgétaire auprès du cabinet du ministre)
1997-2007	Directeur général adjoint et chef du service « Interventions publiques dans l'économie » au cabinet du Comptable général de l'État (ministère de l'économie et des finances - Inspection générale des affaires économiques IGAE)

1987-1997	Chef de division au cabinet du Comptable général de l'État (ministère de l'économie et des finances - Inspection générale des affaires économiques IGAE - Division des politiques scientifiques et de l'espace, Télécommunications, industrie et innovation)
1979-1987	Chef de section au cabinet du Comptable général de l'État (ministère de l'économie et des finances - Inspection générale des affaires économiques IGAE - Division des relations internationales)
1977-1979	Conseiller adjoint (ministère de l'économie et des finances - Inspection générale des affaires économiques IGAE - Division des relations internationales)
1970-1977	Secrétaire principal - Ministère du tourisme (Personnel et Affaires générales)

Expérience professionnelle

Depuis 2006	Membre du Comité des commissaires aux comptes dans les entreprises publiques et privées (fondations scientifiques)
Depuis 2004	Président du Comité des commissaires aux comptes dans les entreprises privées (secteur de l'espace et des télécommunications)
2001-2004	Enseignant : cours de formation destinés aux employés du ministère de l'économie et des finances
1987-1989	Commissaire aux comptes suppléant auprès de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) - Paris
Depuis 1987	Membre du Comité des commissaires aux comptes dans les hôpitaux
1977-1987	Membre du Comité des commissaires aux comptes dans les écoles secondaires

Expérience internationale

2008-2010	Membre du Comité du budget et des finances (CBF) de la Cour pénale internationale (en 2009, Vice-président du CBF)
2000-2005	Président du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies
1994-1999	Vice-président du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies
1990-1998	Membre du Comité des contributions de l'Organisation des Nations Unies
1978-2000	Participation, en tant que délégué de l'Italie, aux conférences générales et aux conseils d'administration d'organisations internationales : Agence spatiale européenne (ESA) (depuis 1987), Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979-2000) - Conférence de Luxembourg sur le brevet européen (1985) - Conférence des Nations Unies sur les PMA (1989) - Conférence des Nations Unies sur la troisième Décennie du développement (1984) - Convention du PNUE sur la protection de la Méditerranée contre la pollution (1979, 1981, 1985) - CNUCED V et VI (1979, 1983) - Conférence des Nations Unies sur la science et la technologie pour le développement (1979) - Organes de l'Union européenne et de l'OCDE (CAD, Groupe de haut niveau sur les produits 1978-1987) - FAO et FIDA (1983-1987) - UNESCO (1978-1980) - OMPI (1978-1983)

Depuis 1987 Délégué de l'Italie au sein du comité du budget et des finances d'organisations internationales : Agence spatiale européenne (ESA) (1987-1990) - Organisation européenne pour la recherche astronomique dans l'hémisphère sud (ESO) (depuis 1987, entre 1997 et 2001 Président du Comité des finances) - Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyenne portée (ECMWF) (1987-1990) - CNUCED (1983-1996) - PNUD (1981-1987) - Office européen des brevets (OEB) (1981-1987) - GATT (1978-1988)

Connaissances et compétences en informatique

Connaissance et utilisation des principaux outils (courriel, Word, Excel, Power point)

Compétences linguistiques

Italien Langue maternelle.

Anglais et français Parlés, lus et écrits couramment.

Espagnol Espagnol parlé : élémentaire, espagnol lu et écrit : courant. Cours d'espagnol (École supérieure de l'administration publique (1987-1988).
